



COMITÉ TRIPARTITE

Compte rendu de la rencontre

Tenue les 9 et 10 mai 2012
Montréal (Québec)

Membres du comité présents :

- Raymond Daigle, président du Comité tripartite
- a) Représentants des provinces et des territoires
- Léonie Aissaoui, Ministère de l'Éducation du Nunavut
 - Guy Albert, Ministère de l'Éducation et du développement de la petite enfance de l'Île-du-Prince-Édouard
 - Lucie Anderson, Ministère de l'Éducation de la Saskatchewan
 - Nicole Couture, Ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique
 - Susan Forward, Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador
 - Denys Giguère, Ministère de l'Éducation de l'Ontario
 - Gilbert Guimont, Ministère de l'Éducation de l'Alberta
 - Yann Herry, Ministère de l'Éducation du Yukon
 - Raymonde Laberge, Ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation des Terr. du Nord-Ouest
 - Marcel Lavoie, Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance du Nouveau-Brunswick
 - Gilbert Michaud, Ministère de l'Éducation du Manitoba
 - Jacqueline Levert, Ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse
 - Daniel Buteau, Conseil des ministres de l'Éducation - Canada
- b) Représentants du gouvernement fédéral
- Roukya Abdi-Aden, Comité directeur CIC-CFSM
 - Josée Langlois, Patrimoine canadien
 - Sylvie Rochette, Patrimoine canadien
 - Michel Ruest, Patrimoine canadien
- c) Représentants des conseils scolaires et des organismes communautaires
- Suzanne Bossé, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
 - Anne-Marie Boucher, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Adèle David, Commission nationale des parents francophones
 - Robert Maddix, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Darrell Samson, Regroupement national des directions générales de l'éducation
 - Roger Paul, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
- d) Autres personnes présentes (observateurs)
- Denis B. Vaillancourt (*le 9 mai seulement*)
 - Réjean Aubut, consultant
 - Anne-Marie Dessureault, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Éric Dubeau, Fédération culturelle canadienne-française
 - Richard Lacombe, Association canadienne d'éducation de langue française
 - Charles Lamarche, Ministère de l'Éducation de l'Ontario

Membres du comité absents :

- Lyne Deschênes, Ressources humaines et Développement des Compétences Canada
- Sophie Lemay, Ressources humaines et Développement des Compétences Canada
- Yves Saint-Germain, Citoyenneté et Immigration Canada
- Laurent Trudel, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (observateur)

1. Mot de bienvenue du président et objectifs de la rencontre

La rencontre débute à 9 h. Le président du comité, M. Raymond Daigle, préside la rencontre et présente les objectifs. Il souhaite la bienvenue aux membres du Comité tripartite et les informe que les observateurs se joindront à la rencontre un peu plus tard.

Il rappelle aux membres qu'il avait convenu quitter son poste de présidence du comité suite à la tenue du Sommet sur l'éducation 2012 et que des démarches ont été faites en ce sens. Il propose la nomination de M. Denis Vaillancourt, candidature qui est entérinée par les membres du Comité tripartite. M. Vaillancourt se joint à la rencontre à titre d'observateur. M. Vaillancourt débutera ses fonctions à titre de président du Comité tripartite dès la fin de la rencontre.

Les présences sont prises et un tour de table s'ensuit.

2. Approbation de l'ordre du jour

L'item 7.1 devient l'item 4. L'ordre du jour est accepté tel que modifié.

3. Approbation du compte-rendu de la rencontre des 30 novembre et 1^{er} décembre 2011

Le compte-rendu de la rencontre des 30 novembre et 1^{er} décembre 2011 est accepté tel que présenté.

4. Actualisation du rôle du Comité tripartite

Membriété

Au cours des dernières semaines, des demandes ont été adressées par quelques organismes qui désirent se joindre à la membriété du Comité tripartite. Les membres discutent de ces demandes et suggèrent d'attendre à la rencontre de l'automne 2012 pour revoir la composition du comité à la lumière du nouveau mode de fonctionnement et de collaboration.

Selon ce nouveau mode, les organismes membres de la Table nationale sur l'éducation seraient appelés à jouer un rôle de premier plan au sein des comités de mise en œuvre.

Les observateurs se joignent à la rencontre. Un résumé des discussions est présenté.

5. Suivis au compte-rendu

5.1 Forums de consultation (hiver 2012)

Roger Paul fait un retour sur le déroulement de la série de 4 forums de consultations qui a été organisée et a porté sur la mise en œuvre de l'école communautaire citoyenne. Les rencontres ont réuni les partenaires du milieu local où ont été organisés les forums et ont connu un vif succès. Les deux premiers forums se sont tenus respectivement à Whitehorse YK (24 janvier) et Vancouver CB (26 janvier). Les deux autres se sont

tenus à Chéticamp NÉ (1er février) et à Campbellton NB (3 février). Ces échanges ont servi également à inspirer la rédaction du document d'orientation du Sommet et le prochain plan d'action.

Un membre du Comité présent lors d'un des forums considère le concept de l'école communautaire citoyenne comme le fil conducteur pour une nouvelle approche inclusive. Les partenaires locaux présents lors de l'événement abondaient dans le même sens. Le concept ne se veut pas une tâche additionnelle mais une nouvelle façon de faire qui différenciera les écoles de langue française de celles de la majorité.

Par ailleurs, les membres du comité sont informés de deux nouvelles initiatives entreprises par la FNCSF en lien avec le concept ÉCC soient l'organisation d'une formation conjointe des directions générales des conseils scolaires et des organismes membres de la Table nationale sur l'éducation en août 2012 et une formation conjointe des présidences des conseils scolaires, des membres du CA de la FNCSF et des organismes membres de la Table à l'automne 2012. Toutes deux porteront sur le leadership/gouvernance éthique et collaborative.

5.2 Session de travail sur la mise en œuvre de l'école communautaire citoyenne (8 février 2012)

Une session de travail sur la mise en œuvre de l'école communautaire citoyenne a été organisée le 8 février 2012 et réunissait les DG de la Table nationale sur l'éducation, quelques DG de conseils scolaires et des intervenants du milieu communautaire. Le consultant Réjean Aubut a présenté les travaux effectués à ce jour en lien avec le concept d'école communautaire citoyenne et les participants ont pu échanger sur les pistes à explorer pour sa mise en œuvre. De plus, les membres des équipes des trois projets-pilotes présentement en cours en Ontario sur l'ÉCC ont fait part de leur expérience à ce jour et ont présenté quelques unes de leurs démarches réalisées.

5.3 Vitrine virtuelle sur l'éducation en langue française

Roger Paul, de la FNCSF, a rencontré les responsables francophones des ministères de l'Éducation, afin de discuter des liens étroits entre l'initiative en cours de développement dans le cadre d'un des objectifs de l'axe Pédagogie – la vitrine virtuelle sur l'éducation en langue française – et le projet-pilote actuellement développé de concert par les ministères de l'Éducation – la Banque de ressources éducatives du Canada (BREC) - qui sera présentée plus tard au cours de la rencontre.

Les autres suivis au compte-rendu sont prévus à l'ordre du jour.

6. Retour sur le Sommet sur l'éducation 2012

Les membres du Comité tripartite font un retour sur le déroulement du Sommet sur l'éducation 2012 qui s'est tenu à Edmonton (Alberta) du 26 au 28 avril et qui a réuni plus de 200 participants. Un tour de table est fait pour que chacun puisse exprimer ses commentaires et tous sont d'avis que le Sommet fut un grand succès ayant permis des discussions enrichissantes et constructives qui ont dressé la table pour les prochaines étapes.

Des remerciements sont adressés au comité organisateur, à l'équipe de la FNCSF et aux collaborateurs de l'événement.

Les membres et partenaires se pencheront dorénavant sur une nouvelle orientation s'articulant autour de 4 domaines prioritaires (petite enfance, pédagogie, construction identitaire et diversité culturelle/immigration) et 3 visées (réussite, continuum et engagement).

7. Présentation des pistes d'action découlant du Sommet 2012

Réjean Aubut présente un premier jet du sommaire des discussions (voir document powerpoint) tenues en atelier lors du Sommet sur les pistes d'action selon les 4 domaines et les 3 visées.

Les membres font part de leurs commentaires.

8. Démarches post-sommet 2012

8.1 Mise en œuvre d'une nouvelle structure de collaboration

8.2 Élaboration du plan d'action découlant des orientations approuvées au Sommet

8.3 Plan de communication de l'avancement des travaux

Les membres prennent connaissance d'une proposition de structure de collaboration pour la mise en œuvre du plan d'action 2012-2017 (voir structure suggérée) qui consiste principalement en :

- Le Comité tripartite
- Un comité de coordination et de communication des suivis
- Des comités de mise en œuvre selon les domaines
- Et la création ponctuelle de groupes d'expertise.

On présente la composition des différents comités qui seront créés au cours des prochains mois.

On précise que les membres des comités de mise en œuvre travailleront sur la synthèse des échanges tenus lors du Sommet et lors des consultations diverses des derniers mois afin de traduire en actions concrètes réalisables ce sur quoi porteront les démarches des prochaines années.

Un plan de communication devra également être développé.

ÉCOLE COMMUNAUTAIRE CITOYENNE – FONDEMENTS ET GUIDE DE MISE EN ŒUVRE

M. Réjean Aubut, consultant en éducation, fait à nouveau le survol des concepts véhiculés par les fondements de l'École communautaire citoyenne.

Les porteurs d'espoir, une expérience inspirante

De son côté, M. Claude Poudrier, directeur du Programme Éducation Environnement Citoyenneté (PEEC), présente une version écourtée du film « Porteurs d'espoir » réalisé par Fernand Dansereau (ONF) et poursuit avec la présentation du modèle pédagogique véhiculé par le Programme Éducation Environnement Citoyenneté (PEEC) qui consiste principalement en des recherches-actions, modèle pédagogique qui illustre comment pourrait se réaliser certaines composantes de la mise en œuvre de l'école communautaire citoyenne.

Commentaires des membres du Comité tripartite

- *Les membres sont d'avis que le concept d'école communautaire citoyenne s'inscrit également dans un cadre pédagogique et permettrait aux élèves de développer des compétences.*

BANQUE DE RESSOURCES ÉDUCATIVES DU CANADA (BREC)

Roger Paul rappelle les liens entre l'axe Pédagogie du Plan d'action – article 23, la vitrine sur l'éducation de langue française dont il a été question précédemment et la banque de ressources éducatives du Canada.

Suzanne Séguin, du Ministère de l'Éducation de l'Ontario, Gilles Leroux et Hubert Lalande du Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques, font la présentation d'une nouvelle initiative pancanadienne, la BREC - Banque de ressources éducatives du Canada, qui a été mise sur pied et est maintenant en ligne. La BREC, dès le départ, intégrera plus de 5 000 ressources libres de droits de la Banque de ressources éducatives de l'Ontario (BRÉO). Des cours en ligne pourraient possiblement s'ajouter. Éventuellement, les autres juridictions partageront d'autres ressources numériques qui ont les droits pour le territoire canadien.

La BREC est parrainée par tous les ministères de l'Éducation des provinces et des territoires et découle des efforts sous le *Plan d'action – article 23* et l'axe Pédagogie (ressources pédagogiques et apprentissages médiatisés). Le projet est sous l'égide du Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques (CFORP), en collaboration avec la compagnie Desire2Learn (D2L) qui dispose d'un dépôt d'objets d'apprentissage.

En terme d'indexation, afin que le catalogage des ressources puisse avoir une pertinence commune à l'ensemble des provinces et des territoires, les ressources sont indexées par domaine d'étude, groupe d'âge et par mots-clés. On retrouve ces différents champs d'indexation dans les filtres de recherche qui sont disponibles dans le moteur et les fonctionnalités avancées de recherche de la BREC.

La BREC permet au personnel enseignant de :

- Personnaliser l'apprentissage afin de répondre aux besoins individuels de leurs élèves.
- Modifier les ressources pour les adapter à leur propre style d'enseignement.
- Susciter l'intérêt des élèves grâce à des ressources multimédias interactives.
- Accéder à des milliers de ressources favorisant le rattrapage, l'enrichissement et la récupération de crédits.
- Se prévaloir des connaissances et de l'expérience de leurs collègues pancanadiens.
- Partager les ressources d'apprentissage dans l'ensemble du Canada.
- Perfectionner leurs compétences en éducation et technologie.

Les apprenantes et apprenants peuvent :

- Avoir accès à des milliers de ressources multimédias interactives qui les aident à comprendre des concepts difficiles.
- Inviter leurs parents à les aider dans leurs études dans le cadre de leur apprentissage.

Commentaires des membres du Comité tripartite

- *Les membres sont impressionnés par la ressource présentée et reconnaissent l'apport important du ministère de l'Éducation de l'Ontario dans ce dossier.*
- *Ils sont d'avis que la banque a un potentiel énorme de croissance.*

Synthèse de la journée

Le président du Comité tripartite fait un bref retour sur la journée et rappelle que les travaux continueront dès 9 heures demain.

Ajournement de la rencontre.

Reprise de la rencontre à 9 h.

Monsieur Raymond Daigle préside à nouveau la rencontre, en cette deuxième journée.

4. Actualisation du rôle du Comité tripartite (suite)

Fonctionnement et collaboration

Les membres discutent à nouveau de la structure de collaboration proposée pour la mise en œuvre du plan d'action 2012-2017 qui est acceptée par le groupe. On informe les membres du Comité tripartite qu'ils seront invités à siéger au sein des différents comités. Une invitation sera également lancée aux organismes membres de la Table nationale sur l'éducation.

Note 1 : un membre suggère d'explorer la possibilité d'inviter un représentant de la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne à siéger au sein du Comité tripartite.

Note 2 : les membres réitèrent l'importance d'une bonne communication des travaux des différents groupes à même la structure et auprès des différents organismes qui ne siègent pas à l'un ou l'autre des comités.

Les membres du Comité tripartite prennent également connaissance du document constitutif du Comité tripartite qui devra être révisé suite à la tenue du Sommet sur l'éducation 2012 afin de refléter le nouveau mode de fonctionnement et de collaboration. Quelques suggestions sont proposées et une version révisée sera présentée lors de la prochaine rencontre pour discussions.

PRODUCTION DE CAPSULES VIDEOS POUR L'ENSEIGNEMENT EN MILIEU MINORITAIRE

M. Ronald Boudreau, directeur, services aux francophones, et Mme Gilberte Godin, coordonnatrice, Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, présentent l'initiative développée dans le cadre des travaux du Plan d'action – article 23, sous l'objectif Pédagogie (voir bilan de mi-parcours remis aux membres).

Ils rappellent le contexte de la mise sur pied de ce projet qui a débuté en 2010 et qui consiste en la production de capsules vidéos pour l'enseignement en milieu minoritaire. Le lancement officiel est prévu à l'automne 2014 mais quelques informations sont déjà disponibles sur le site pelf.ca.

Les membres visionnent quelques unes des capsules produites dans le cadre de ce projet.

TECHNOLOGIES ET CONSTRUCTION IDENTITAIRE

M. Ronald Boudreau, de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, présente les résultats d'une étude effectuée auprès des jeunes de 15 ans sur la place du français à l'extérieur de l'école sur l'utilisation des médias en général et de l'Internet en particulier. Il présente (voir powerpoint) le contexte de l'étude, l'analyse des résultats et des pistes à explorer.

Il termine en mentionnant que quelques unes des pistes futures à explorer pourraient intéresser le comité de la Stratégie nationale en matière de ressources pédagogiques (SNRP) du RNDGÉ notamment celle touchant au développement d'outils technologiques pédagogiques en français.

On mentionne que cette présentation sera également faite auprès des membres du RNDGÉ qui se réuniront le 15 août prochain.

9. Prochaines étapes

Lors de la prochaine rencontre, les membres discuteront de la composition et du document constitutif du Comité tripartite. Ils discuteront également du plan d'action pour les prochaines années.

Entre-temps, un comité ponctuel sera créé afin de discuter des prochaines étapes à mettre en place pour assurer la mise en œuvre du plan d'action 2012-2017.

10. Varia

Sans objet.

11. Synthèse et date de la prochaine rencontre.

La rencontre de deux jours a permis de réaffirmer l'intérêt des membres à collaborer à un but commun. Le Sommet sur l'éducation 2012 saura relancer de nouvelles initiatives.

Les membres du Comité adressent de sincères remerciements au président sortant, M. Raymond Daigle, qui a su mener avec doigté les rencontres des dernières années. Ils lui souhaitent un franc succès dans ses futurs projets.

La prochaine rencontre du Comité tripartite se tiendra **les mercredi 5 et jeudi 6 décembre 2012** à Ottawa.

La rencontre se termine à 12 h 30.